Devoir de mémoire et impératifs scientifiques

Lors de la publication dans les colonnes du Soir d'Algérie de l'entretien que le colonel Hamlat Yahia avait accordé à Mohamed Chafik Mesbah et où était évoquée l'histoire de la première promotion des cadres de la wilaya V, Addi Lahouari avait été cité dans l'introduction dans une formulation qu'il conteste dans la forme et dans le fond. Nous prenons acte de cette mise au point adressée, en fait, à Mohamed Chafik Mesbah, dans le but apparent de susciter un débat plus que de réprimander. Notre collaborateur, ayant pris connaissance du texte de Addi Lahouari, fera ses commentaires ultérieurement.

Une mise au point de Addi Lahouari *

Dans une longue interview avec un ancien officier de l'ALN publiée par *Le Soir d'Algérie* des 23 et 24 juin 2008, vous avez cité mon nom à plusieurs reprises, me présentant comme «étant hostile à l'institution militaire». Sachant le rôle historique de l'armée dans la création de l'Etat indépendant, cette présentation me désigne comme opposant à l'armée, donc à l'Algérie. C'est exactement cela que j'appelle «la culture politique Boussouf» qui voit des traîtres partout et qui a été à l'origine de liquidations physiques de militants sincères durant la révolution armée. J'ai écrit de nombreux ouvrages et articles sur le système politique algérien et sur sa genèse historique, dans lequel après l'indépendance l'ANP, sous une forme non assumée constitutionnellement, joue le rôle de pourvoyeur de légitimité. C'est cette tradition héritée du passé de l'armée comme source de légitimité que je récuse en tant que citoyen et qui est, de mon point de vue de chercheur en sociologie politique, à l'origine de la profonde crise dans laquelle est plongé le pays depuis de nombreuses années.

Avant de développer cette hypothèse, M. Chafik Mesbah, permettez-moi de clarifier un point essentiel qui éviterait des malentendus. Je ne suis pas «hostile à l'institution militaire» comme vous le prétendez, et les Algériens sont tous attachés affectivement à leur armée, institution issue de luttes de plusieurs générations du mouvement national. A titre personnel, et à l'instar de milliers de jeunes formés par l'université, j'ai eu une expérience enrichissante comme officier du service national qui a été l'une des meilleures périodes de ma vie.

Les militaires que j'ai côtoyés font partie de la société algérienne dans ce qu'elle a de meilleur et de pire, comme dans n'importe quel échantillon de l'humanité. Parmi les militaires, il y a des gens humbles et attachants comme il y a des gens qui le sont moins. Je garde en mémoire de mes dix-huit mois passés à Tamanrasset le souvenir de certains officiers dont la bravoure et l'intégrité sont une source d'inspiration. J'ai eu l'insigne honneur de servir sous les ordres du commandant Trache Mahieddine, aujourd'hui colonel à la retraite, ancien maquisard au nom de guerre Si Ghaouti qui avait rejoint l'ALN alors qu'il était lycéen. Je peux témoigner de sa droiture, de sa rigueur, de sa simplicité et de son sens de la discipline. Je suis convaincu que l'armée algérienne compte des centaines de Si Ghaouti, véritables hommes d'Etat, imprégnés de l'amour de la patrie et possédant une ouverture d'esprit et un sens des rapports humains qui imposent le respect. Il en existe y compris dans le DRS, à l'instar du commandant Si Salah, directeur régional de la Sécurité militaire à Tamanrasset (années 1977-1979) qui était d'une perspicacité hors du commun

Je ne suis donc pas «hostile à l'institution militaire» comme vous le prétendez.

Par contre, je suis contre la politisation de l'armée algérienne, c'est-à-dire contre le fait que le commandement militaire, à travers des subterfuges et des ruses, choisisse les dirigeants de l'Etat et les membres de l'Assemblée nationale, en utilisant le service d'espionnage et de contre-espionnage pour en faire un parti politique clandestin au-dessus des lois. Pour moi, le DRS est un service de l'Etat qui a été détourné de sa mission et s'adonne à des activités contraires à la Constitution. Il empêche en un mot le fonctionnement de l'Etat, ce qui le met dans l'illégalité la plus totale et expose ses fonctionnaires à des poursuites judiciaires, pour peu que le droit prime sur la kalachnikov. J'ai la faiblesse de croire que ce point de vue est celui d'une majorité d'Algériens, en tout cas de tous les démocrates, et probablement de certains militaires ayant le sens de la perspective historique et de la modernité politique.

Cette posture n'est en rien hostile à l'armée. L'Etat algérien a besoin d'une Armée forte, disciplinée, professionnelle et dont les officiers seraient loyaux à la Constitution et au président de la République, en tant qu'expression du suffrage populaire, seule source de légitimité. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, en raison de cette culture politique qui a marqué le mouvement national et dont Abdelhafid Boussouf est l'illustration extrême. Il n'y a pas d'ouvrages et de thèses sur Boussouf – et c'est une lacune à combler – mais selon ce qui est rapporté par ceux qui ont collaboré avec lui ou l'ont approché, Boussouf a été un chef nationaliste qui cultivait la suspicion au plus haut degré. Son hostilité à Ferhat Abbas, qu'il méprisait et insultait publiquement, révèle sa haine pour les politiciens et les valeurs libérales. Son nationalisme – et c'était un nationaliste – relevait de la mystique qui broyait tous ceux qui exprimaient une divergence avec ses vues. D'où les pratiques de liquidation de centaines de militants du FLN, dont le plus célèbre est Abbane Ramdane.

A l'indépendance, nous avons hérité de cette culture reproduite par la Sécurité militaire, devenue non pas un service de l'Etat au-dessus des divergences politiques des uns et des autres, mais le bras séculier du régime qui l'a chargée de traquer l'opposition (Mohamed Khider, Krim Belkacem, Ali Mecili et d'autres encore dont l'assassinat a été maquillé). Le régime qui a renversé le GPRA en 1962 s'est approprié l'Etat et s'est identifié au peuple, déclarant à qui veut l'entendre que toute opposition est une opposition au peuple algérien et à la Nation. C'est cela la grammaire Boussouf inculquée à des militaires qui considèrent que s'ils ne contrôlent pas l'Etat, la Nation disparaîtrait ! C'est la raison pour laquelle ces mêmes militaires cooptent et choisissent des civils à qui ils confient la gestion de l'Etat. Mais ces civils ne rendent compte ni à l'électorat ni à la justice, d'où la corruption, le gaspillage et la mauvaise gestion des ressources qui caractérisent tous les services administratifs de l'Etat coupé de la population. Réduite à un pouvoir exécutif, l'administration n'a aucune autorité politique, d'où la faillite de l'économie nationale, l'archaïsme de l'école, l'effondrement de l'université, le délabrement des hôpitaux, l'arbitraire des tribunaux, la corruption généralisée de tous les services, y compris celui des impôts.

La crise ne tombe pas du ciel, M. Chafik Mesbah, pour reprendre la phrase d'un homme que vous admirez. Elle provient de ce que le gouvernement n'a aucune légitimité et aucune autorité politique, et n'est qu'un appendice des services de sécurité qui lui confient des tâches administratives. La conséquence est là devant nous : le quotidien des Algériens, riches ou pauvres, est amer, et tous rêvent de partir. Le phénomène de la harga illustre tragiquement le bilan de ce régime et de cette culture politique mystique qui l'habite. Pire encore, M. Mesbah, des centaines de milliers de jeunes cherchent à acquérir la nationalité française que leurs parents, les armes à la main, ont refusée. Des enfants de chouhada et de maquisards fouillent dans les archives familiales cherchant désespérément une attestation de service militaire dans l'armée coloniale pour entreprendre les démarches de réintégration dans la nationalité française.

L'esprit Boussouf a vidé l'indépendance de son contenu et a donné la victoire à la France trente ans après l'insurrection de Novembre. On en est au point où des jeunes reprochent à leurs parents maquisards d'avoir fait sortir la France ! Quel bilan ! La crise est là, profonde et a pour origine une culture dans laquelle la vie n'a aucune valeur et pour laquelle l'individu n'a que des devoirs et aucun droit. Pour Boussouf et ceux qu'il a formés et qui l'ont suivi, l'Algérie est une réalité mystique dans laquelle les Algériens sont dissous et n'ont aucune existence humaine. Mais qu'est-ce l'Algérie si ce n'est les Algériens en chair et en os ? Tuer un Algérien, torturer un Algérien n'est-ce pas tuer et torturer une partie de l'Algérie ?

Voici le débat que nous devrions avoir un jour en public et dans les grands médias pour tenter d'expliquer et comprendre la crise actuelle et la frustration de la jeunesse et aussi pour trouver une solution de sortie de crise pour mettre fin aux souffrances de millions de compatriotes à qui il est interdit de faire de la politique, c'est-à-dire de choisir leur président, leurs députés et leurs maires. Je n'ai jamais douté du nationalisme de n'importe quel Algérien, mais lorsqu'on me soupçonne de tiédeur nationaliste, je me dis en moi-même : je suis face à un mystique (derouiche) dangereux pour la gestion des affaires de l'Etat, un mystique qui est une menace potentielle à la dignité et aux libertés de ses compatriotes.

Réveillez-vous, Monsieur Mesbah ! Ce n'est pas parce qu'il y avait dans les rangs de la Révolution des maquisards admirables comme le colonel Ali Hamlat dit Si Yahya, que vous avez interviewé, ou comme le colonel Trache Mahieddine dit Si Ghaouti, dont j'ai parlé, que nous n'avons pas le droit de porter des jugements sur la génération qui a libéré le pays. Me refuser le droit de porter un jugement sur Boussouf, chef national historique, c'est refuser à une génération le droit de juger la génération précédente. C'est inciter le pays à sacraliser son passé, à fermer les yeux sur ses insuffisances et ses archaïsmes, et c'est aussi le condamner à ne faire aucun progrès.

Je vous invite Monsieur Chafik Mesbah à relire ce que j'ai écrit et je vous défie d'y trouver quelque chose qui porte atteinte à notre armée ou à la dignité de ses officiers. Par contre, vous y trouverez l'analyse des luttes politiques pour le pouvoir dans une société qui a connu la modernité à travers la domination coloniale, ce qui explique bien des paradoxes, le premier étant celui du populisme généreux qui donne naissance à un Etat de corrompus régi par la loi de la jungle.

Avec mes salutations patriotiques

L. A.

* Professeur à l'Institut de sciences politiques de Lyon. Ancien professeur de sociologie à l'Université d'Oran. Former Fellow of the Institute for Advanced Study, Princeton, N-J., USA. Officier de reserve, classe 1977 C.